



BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR / SESSION 2017 (BTS BLANC)

FILIERE : Moteur et Mécanique Automobile

EPREUVE : Technique d'Expression Française

Durée de l'épreuve : 3 Heures

Coefficient de l'épreuve : 2

LA CRISE DE L'UNIVERSITE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

[...] Traiter de la crise actuelle de l'université, c'est traiter, sans la nommer, d'une crise de l'éducation qui a toujours du mal à tenir ses promesses : celle d'une humanisation plus grande de l'homme. Pareille crise est-elle propre à l'Afrique ? Elle est Générale et mondiale, comme le suggérait Philip H. Coombs dès 1967 pour qui elle est imputable au fait que les progrès dans ce secteur sont trop lent face aux révolutions mondiales observables dans les domaines de la science, des technologies, des structures socio-économiques, etc.

Mais l'aspect général de la crise de l'éducation n'empêche pas, pour autant, que l'Afrique ait sa crise propre, notamment dans le secteur de l'enseignement supérieur, compte tenu de ses attentes sociopolitiques et économiques

Parler d'une crise ou de l'échec de l'université africaine suppose que l'on rappelle ses objectifs initiaux et la manière dont ils ont été atteints ou pas. De création récente (1957 pour la plus ancienne, l'université de Dakar), les universités africaines avaient pour but, à l'origine, de former les fonctionnaires d'Etat, de stimuler les économies par la formation de cadres qualifiés et de favoriser le progrès social des communautés nationales. C'est-à-dire concrètement, sur le plan national, la lutte contre la faim, les maladies, l'ignorance et le chômage, la capacité de promouvoir une coexistence interethnique paisible, la revalorisation de la culture, etc. et, au plan international, la capacité de concevoir des stratégies et des modèles de développement adapté aux besoins des populations, malgré les inévitables pressions extérieures. Or, il suffit d'un regard panoramique sur l'Afrique au sud du Sahara, pour se rendre compte que ces objectifs sont loin d'être atteints. On peut, par conséquent, parler d'une crise de l'université dont les causes sont multiples.

Dans la mesure où l'université a besoin, pour la réalisation de ses objectifs, de ressources matérielles (amphithéâtres, bibliothèques, laboratoires, moyens de déplacement...) et humaines (enseignants qualifiés et ayant du goût pour leur métier), ce qui suppose un budget adéquat, on estime que la crise de l'université africaine résulte, en partie de la crise financière mondiale (récession économique internationale) et de la baisse des cours des matières premières (principales source de revenus des pays africains) ce qui restreint les ressources, alourdissent de plus en plus la dette extérieure, et aboutissent à mettre en place des mesures d'ajustement et de stabilisation... Les gouvernements, principaux appuis financiers des universités, sont alors contraints à réduire les dépenses publiques, dont celles dévolues à l'éducation et donc, à l'enseignement supérieur, ce qui explique l'état actuel de plusieurs universités : délabrement des locaux de plus en plus exigus pour des effectifs pléthoriques, vétusté ou inexistence d'équipements, etc. les universités ne peuvent plus, par conséquent, servir de cadre propice pour une formation universitaire digne de nom.

On reproche également aux universités le niveau élevé de leurs coûts dus notamment aux systèmes d'aides, allocations et bourses aux étudiants, certes nécessaires à l'entretien de ceux-ci, mais souvent accordés selon des critères de faveur, et donc pas toujours alloués aux plus méritants. La gestion des ressources budgétaires laisse à désirer (surfacturations, détournements, etc.) et en rajoute aux difficultés d'entretien, de maintenance des équipements et de leur renouvellement.

Au-delà des problèmes financiers, il faut revoir le type de formation offerte par les universités. La faible efficacité pédagogique des formations universitaires est la conséquence des effectifs pléthoriques et du manque réel d'enseignants et de matériels. Les entrées massives d'une part et les nombreux cas de redoublements de l'autre, témoignent, non seulement, de l'absence d'une politique éducationnelle, mais posent aussi des problèmes de disponibilité de locaux (toujours plus exigus face aux effectifs croissants) et d'enseignants pour suivre chaque étudiant, comme la formation universitaire le suppose. On peut aussi, malheureusement, mettre en cause le contenu de l'enseignement qui n'est pas toujours adaptés aux réalités africaines. En littérature par exemple, il y a peu ou pas d'auteurs africains au programme, alors qu'on continue d'étudier des auteurs occidentaux déjà évacués des programmes d'enseignement de leurs pays. Enfin, il faut relever le manque de motivation des enseignants : mal payés, ils sont enclins à la corruption, ce qui fait voler en éclats les bribes de conscience professionnelle que quelques-uns ont encore. Il n'est rare de constater, par ailleurs, que les enseignants sont divisés par des « guérillas intestines », alimentées par des questions d'apparences politiques, ethniques ou nationalistes. L'absence de recyclages, d'occasions d'échanges avec l'extérieur, la pauvreté des bibliothèques et des laboratoires achèvent de faire stagner le contenu des enseignements.

La finalité de l'université africaine était, à l'origine, la formation des cadres pour l'Etat. Cette mission a été accomplie : les recrutements dans la fonction publique se réduisent ; la crise économique et les programmes d'ajustement structurel imposent une réduction des recrutements. Mais les diplômés de l'enseignement supérieur sont aussi confrontés à des problèmes d'insertion professionnelle au point que des médecins aux chômages sont nombreux, ce qui est aberrant vu les besoins de l'Afrique en personnel soignant. L'université est mal préparée à affronter cette situation, les programmes étant d'avantage construits pour produire des « fonctionnaires » que pour développer, chez l'étudiant, des capacités d'initiative. L'université est devenue une usine à chômeurs.

Les problèmes d'inscription, de logements, de transport, de restauration, etc., la peur du chômeur menaçant, finissent par avoir raison de leur moral et les rendent, parfois, méconnaissables : grande irritabilité, promptitude à faire grève, casser et piller des magasins, etc. face à un avenir incertain, peu d'entre eux peuvent encore se permettre de réfléchir aux grandes idées du savoir, de la discipline, du respect du droit d'autrui, de la démocratie. La pression des besoins matériels entraîne beaucoup dans des mouvements politiques qui leur assurent rapidement des avantages matériels et financiers.

Les gouvernants africains, farouches adversaires de la démocratie pour la plupart, se méfient de l'université qu'ils perçoivent comme un foyer de subversion, de contestation et de déstabilisation de leur régime. Ce qui explique la présence parfois, comme à Abidjan, de camps militaires à proximité des campus, destinés à étouffer par la force toutes manifestations de mécontentement. L'envoi de

certaines enseignants et étudiants à l'étranger cacheraient de même l'intention de les éloigner et de ne plus avoir à entendre leurs critiques.

[...] Au cœur même de la crise de l'université africaine apparaissent en effet aussi des lueurs d'espoir. D'une part, à travers l'engagement d'enseignants et d'étudiants soucieux de bien accomplir la tâche qui est la leur, et d'autre part, à travers certaines institutions qui s'efforcent de maintenir haut le flambeau de la formation et de la recherche universitaire. A ce titre, il convient de noter l'émergence sur le continent africain de quelques écoles supérieures professionnelles réputées, ou de certaines universités privées qui offrent d'excellentes formations. Il faut citer également les réseaux de coopération interuniversitaire, tel celui organisé et soutenu par l'AUF (agence universitaire de la francophonie), qui permettent le renforcement institutionnel et scientifique des universités grâce à la coopération entre les universités du Sud entre elles et avec celles du Nord à travers des échanges d'enseignants et d'étudiants, comme à travers des programmes d'appuis divers sur les plans administratifs, pédagogiques et scientifique. Cette participation organisée au travail commun du monde scientifique et universitaire qui est de soi « mondial », permet aux universités africaines de maintenir leur tête hors de l'eau, pourrait-on dire, et de prendre part à l'effort de toute la communauté scientifique.

PITROIPA Rayanésalgo,sj

Débats – Courrier d'Afrique de l'ouest, N°8

Septembre – Octobre 2003

QUESTIONS

I. VOCABULAIRE

Expliquez les expressions suivantes selon le contexte :

- Politique éducationnelle
- Problème d'insertion professionnelle

II. RESUME

Résumez le texte proposé en 200 mots avec une marge de tolérance de $\pm 10\%$.

Vous indiquerez à la fin de votre résumé, le nombre de mots utilisés.

III. DISCUSSION

« Les gouvernants africains, farouches adversaires de la démocratie pour la plupart, se méfient de l'université qu'ils perçoivent comme un foyer de subversion, de contestation et de déstabilisation de leur régime. »

Partagez-vous cette perception de l'université des gouvernants ?